

# Edito

## *L'union fait la force*

Par Francis Van de Woestyne

**F**ace à un ennemi identifié mais invisible, qui sème la mort et la terreur, il n'y a qu'une réponse possible : l'unité.

Au niveau international, on assiste à une re-composition inédite : la Russie, hier au banc des accusés pour son soutien à Bachar el-Assad, se retrouve dans les rangs des alliés prêts à combattre un ennemi unique, l'organisation de l'Etat islamique. La France a fédéré les belligérants qui, demain, devraient mener des assauts plus importants encore sur les bases de Daech, en Syrie. Frapper, et après ? Selon Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères, ne pas frapper n'est pas une solution. Mais frapper n'en est pas une si, comme en Libye, l'on ne prépare pas, la suite, c'est-à-dire si l'on ne désigne pas ceux qui prendront le pouvoir des places libérées par la coalition occidentale. Les coalisés partagent-ils la même opinion à ce sujet ? Pas sûr.

Au niveau belge, l'unité aussi est de mise. Les partis démocratiques ont choisi de soutenir les mesures que Charles Michel, le Premier ministre, a présentées, jeudi, au Parlement, en vue d'accroître la lutte contre le terrorisme. En ces temps troublés, elles sont nécessaires. On jugera peut-être qu'elles sont tardives car si elles avaient été d'application il y a quelques mois, les frères Abdeslam, qui avaient essayé de gagner la Syrie, auraient été arrêtés à leur retour lors des contrôles auxquels ils ont été soumis.

Mais il est vrai qu'un tel arsenal de mesures dites "sécuritaires" n'aurait jamais pu être décidé en temps normal, hors situation de crise. Sont-elles de nature à freiner nos liber-

tés ? Il est indispensable que les mesures soient circonscrites aux faits de radicalisation et qu'elles demeurent sous le contrôle du Parlement car il est parfois difficile de rétablir des libertés qui ont été confisquées. Mais il est évident, qu'aujourd'hui, aucune tergiversation n'est possible. Il faut agir pour assurer la protection. La sécurité est une condition de la liberté. On s'étonnera, enfin, de deux éléments. Certes, l'effort budgétaire consenti par la Belgique peut paraître conséquent : 400 millions d'euros. Mais lorsque l'on sait que la seule police fédérale chiffre à 200 millions la mise à niveau de ses services, l'enveloppe générale semble insuffisante. D'autant que le montant de la participation de la Belgique à l'effort international n'est pas très clair. Si l'on parle d'un véritablement engagement, ce que la France a demandé à ses alliés, l'apport de renforts belges à la lutte contre Daech nécessitera sans doute des moyens qui dépasseront le budget prévu. Enfin – c'est peut-être anecdotique, mais quand même – on reste surpris de voir le peu d'intérêt qu'a suscité la déclaration de Charles Michel à la Chambre. Bancs des députés clairsemés, ministres absents, ou en retard : imagine-t-on une telle nonchalance ailleurs ? On ne demande pas que tous les députés soient au garde à vous, comme l'étaient les élus face à François Hollande, dans une séquence un peu "vieille France", mais il aurait semblé naturel que tous les députés et tout le gouvernement soient présents et expriment ainsi publiquement, fortement, leur volonté politique de tout mettre en œuvre pour tenter d'éradiquer le terrorisme.